



DOSSIER ASSURANCES

Saison 2022 / 2023

LIGUE DE FOOTBALL NOUVELLE AQUITAINE RESUME DES GARANTIES

- INDIVIDUELLE ACCIDENT
- ASSISTANCE RAPATRIEMENT
- RESPONSABILITE CIVILE & DEFENSE PENALE / RECOURS
- PROTECTION JURIDIQUE ETENDUE



Pour tous renseignements, contactez :

MUTUELLE DES SPORTIFS (MDS) - 2/4 rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16

➤ **En cas d'accident :**

☎ : 01 53 04 86 20 / ✉ : prestations@grpmds.com

Possibilité d'une déclaration en ligne sur le site Internet de la Ligue

➤ **Pour toutes questions sur vos contrats (attestation, extensions de garanties, ...) :**

☎ : 01 53 04 86 69 / 01 53 04 86 86

✉ : contact@grpmds.com

1) INDIVIDUELLE ACCIDENT (Extrait Accord collectif MDS n° 980 A 26)

1 / ASSURES

- Les licenciés à titre amateur de la Ligue de Football Nouvelle Aquitaine,
- Les pratiquants occasionnels non licenciés (désignés par le terme « Invités ») découvrant l'activité pratiquée à l'exclusion de toute compétition officielle, dans la limite de 3 jours par an,
- Les Bénévoles non licenciés prêtant gratuitement leur concours à l'organisation des activités du club.

2 / ACTIVITES GARANTIES

- Activités sportives des licenciés pratiquant le football, le futsal,
- Activités physiques et sportives nécessaires à l'entraînement et à la préparation physique des licenciés,
- Activités des licenciés non pratiquants, notamment des dirigeants,
- Stages avec ou sans hébergement réservés aux seuls licenciés,
- Sorties pour la pratique d'entraînement et d'activités physiques et sportives des licenciés.
- Participation à des manifestations festives à caractère privé telles que fêtes, bals, kermesses, repas, sorties, (à l'exclusion des conséquences de l'utilisation de véhicule terrestre à moteur, des manifestations organisées à des fins commerciales, des courses landaises et corridas),

(sous réserve que ces activités soient organisées par la Ligue ou ses districts, clubs, associations et groupements affiliés).

3 / MONTANT DES GARANTIES

GARANTIES	MONTANTS	Franchise
DECES		
- Célibataire, veuf, divorcé	22.000 € (*)	Néant
- Marié	31.000 € (*)	Néant
	(*) Majoration de 15% par enfant à charge	
INVALIDITE PERMANENTE	92.000 € (pour 100% d'IPP) (capital réductible en fonction du taux d'invalidité)	Néant
REMBOURSEMENT DE SOINS (*)		
- Frais de soins de santé	300% de la base de remboursement Sécurité Sociale	Néant
- Forfait journalier hospitalier	Frais réels	Néant
- Prothèses dentaire, par dent	500 €	Néant
- Appareil d'orthodontie (bris et perte)	700 €	Néant
- Bris de lunettes ou lentilles (forfait)	500 €	Néant
- Prothèse auditive, par appareil (forfait)	500 €	Néant
- Appareils et matériels divers (cannes, béquilles, fauteuils roulants, ...)	500 €	Néant

(*) Les frais médicaux et d'hospitalisation non honorés avant leur départ par des pratiquants sportifs et dirigeants étrangers à l'occasion d'un séjour en France pour des rencontres internationales amicales ou officielles, font l'objet d'un remboursement dans la limite de 50.000 €.

GARANTIES	MONTANTS	Franchise
FRAIS DE TRANSPORT - Frais de premier transport - Transport pour se rendre aux soins médicalement prescrits	Frais réels Frais réels	Néant Néant
RECONVERSION PROFESSIONNELLE	10.000 €	Néant
FRAIS DE REMISE A NIVEAU SCOLAIRE	40 €/heure de soutien scolaire ou universitaire (maximum 120 heures)	Néant
FRAIS LIES AU REDOUBLEMENT DE L'ANNEE D'ETUDES	10.000 €	Néant
INDEMNITE HOSPITALISATION	20 €/jour (maximum 365 jours)	Néant
INDEMNITES JOURNALIERES (Arbitres, Dirigeants et Joueurs Sélectionnés)	20 €/jour (maximum 3 ans)	3 jours

BONUS SANTE	MONTANT PAR ACCIDENT : 2.000 €
<p>L'assuré bénéficie, sur justificatifs, d'un « Bonus Santé » à concurrence d'un montant global maximal de 2.000 € par accident, dans la limite des frais réels restant à charge.</p> <p>Ce Bonus Santé est disponible en totalité à chaque accident. S'il a été entamé ou épuisé à l'occasion d'un premier accident, il se reconstitue en cas d'accident ultérieur.</p> <p>L'assuré pourra disposer de ce Bonus Santé pour le remboursement, après intervention de ses régimes de prévoyance obligatoire et complémentaire, et sur justificatifs, de toutes les dépenses suivantes sous réserve qu'elles soient prescrites médicalement et directement liées à l'accident pris en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ les dépassements d'honoraires médicaux ou chirurgicaux, ➤ les prestations hors nomenclature ou non remboursables par la Sécurité Sociale, ➤ les bris de lunettes et perte de lentilles durant les activités sportives, ➤ les frais de prothèse dentaire, ➤ en cas d'hospitalisation : <ul style="list-style-type: none"> - la majoration pour chambre particulière (les suppléments divers de confort personnel : téléphone, télévision, etc. ne sont pas pris en compte) - si le blessé est mineur : le coût d'hébergement d'un parent accompagnant facturé par l'hôpital, ainsi que les frais de trajet, ➤ les frais de transport des accidentés pour se rendre de leur domicile au lieu de leurs activités scolaires, universitaires, professionnelles, ➤ les frais d'ostéopathie (ils devront être prescrits et pratiqués par un médecin praticien), ➤ et d'une façon générale tous frais de santé prescrits par un médecin praticien. 	

**ANNEXE
CAPITAL INVALIDITE DU PAR LA M.D.S.**

TAUX	CAPITAUX
100%	92 000 €
99%	92 000 €
98%	92 000 €
97%	92 000 €
96%	92 000 €
95%	92 000 €
94%	92 000 €
93%	92 000 €
92%	92 000 €
91%	92 000 €
90%	92 000 €
89%	92 000 €
88%	92 000 €
87%	92 000 €
86%	92 000 €
85%	92 000 €
84%	92 000 €
83%	92 000 €
82%	92 000 €
81%	92 000 €
80%	92 000 €
79%	92 000 €
78%	92 000 €
77%	92 000 €
76%	92 000 €
75%	92 000 €
74%	92 000 €
73%	92 000 €
72%	92 000 €
71%	92 000 €
70%	92 000 €
69%	92 000 €
68%	92 000 €
67%	92 000 €
66%	92 000 €
65%	59 800 €
64%	58 880 €
63%	57 960 €
62%	57 040 €
61%	56 120 €
60%	55 200 €
59%	54 280 €
58%	53 360 €
57%	52 440 €
56%	51 520 €
55%	50 600 €
54%	49 680 €
53%	48 760 €
52%	47 840 €
51%	46 920 €

TAUX	CAPITAUX
50%	46 000 €
49%	45 080 €
48%	44 160 €
47%	43 240 €
46%	42 320 €
45%	41 400 €
44%	40 480 €
43%	39 560 €
42%	38 640 €
41%	37 720 €
40%	36 800 €
39%	35 880 €
38%	34 960 €
37%	34 040 €
36%	33 120 €
35%	32 200 €
34%	31 280 €
33%	30 360 €
32%	29 440 €
31%	28 520 €
30%	27 600 €
29%	26 680 €
28%	25 760 €
27%	24 840 €
26%	23 920 €
25%	23 000 €
24%	22 080 €
23%	21 160 €
22%	20 240 €
21%	19 320 €
20%	18 400 €
19%	17 480 €
18%	16 560 €
17%	15 640 €
16%	14 720 €
15%	13 800 €
14%	12 880 €
13%	11 960 €
12%	11 040 €
11%	10 120 €
10%	9 200 €
9%	8 280 €
8%	7 360 €
7%	6 440 €
6%	5 520 €
5%	4 600 €
4%	3 680 €
3%	2 760 €
2%	1 840 €
1%	920 €

4 / GARANTIES COMPLEMENTAIRES INDIVIDUELLE « SPORTMUT FOOT »

Possibilité pour chaque licencié de souscrire à titre individuel à des garanties complémentaires en sus du régime de base attaché à la licence :



SPORTMUT FOOT

Indemnités journalières avec une franchise de 3 jours
Capital Décès / Capital Invalidité

Contrat collectif de prévoyance complémentaire au bénéfice des licenciés de la Ligue de Football Nouvelle Aquitaine adhérente de la MDS

DEMANDE D'ADHESION À RETOURNER A LA MUTUELLE DES SPORTIFS
2/4, rue Louis David - 75782 PARIS cedex 16 - ☎ 01 53 04 86 86

(l'adhérent est toujours l'assuré) Date limite de l'adhésion : 75^{ème} anniversaire

Assuré : M. Mme. Mlle.

Nom : _____ Nom de Jeune Filie : _____ Prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Téléphone : _____

Date de naissance : _____ Profession (nature exacte) : _____

Club du licencié : _____ Code Postal : _____

N° d'affiliation du Club à la Ligue : _____

Je soussigné(e) déclare avoir reçu et pris connaissance de la notice d'information du contrat « SPORTMUT FOOT » ayant pour objet de proposer des garanties complémentaires en cas de dommage corporel suite à un accident de sport survenu pendant la pratique du football en sus du régime de prévoyance de base dont je suis déjà bénéficiaire auprès de la Mutuelle des Sportifs (M.D.S.).

J'ai décidé d'adhérer à SPORTMUT FOOT de ne pas y adhérer

Je déclare être licencié en tant que : Joueur Educateur Fédéral Moniteur Entraîneur Animateur
 Dirigeant non pratiquant Arbitre

Désignation du bénéficiaire en cas de décès de l'assuré :

- Mon conjoint non divorcé, non séparé de corps par jugement, à défaut par parts égales mes enfants nés ou à naître, à défaut mon concubin ou au partenaire m'étant lié par un pacte civil de solidarité, à défaut mes héritiers légaux, à défaut le Fonds National de solidarité et d'Actions Mutualiste.
- Autres dispositions : _____

Cochez l'option choisie	Quote	Invalidité	Indemnités journalières (€)	Cotisation annuelle Joueur, Educateur Fédéral, Animateur, Moniteur & Entraîneur	Cotisation annuelle Arbitre, Dirigeant non pratiquant
(1) Formule réservée aux mineurs Âgés de moins de 12 ans	<input type="checkbox"/>		30 500 € (1)		3 € TTC
	<input type="checkbox"/>	15 250 € (2)	30 500 € (2)		5 € TTC
	<input type="checkbox"/>	30 500 €	61 000 €		9 € TTC
(2) Seule formule pouvant être souscrite par les personnes âgées de plus de 65 ans et moins de 75 ans	<input type="checkbox"/>	30 500 €	61 000 €	18 € / Jour	49 € TTC
	<input type="checkbox"/>	45 750 €	91 500 €		14 € TTC
	<input type="checkbox"/>	45 750 €	91 500 €	22 € / Jour	56 € TTC
(3) A compter du 4 ^{ème} jour, pendant au plus 1095 jours, dans la limite de la partie réelle de revenus	<input type="checkbox"/>	79 250 €	152 500 €	28 € / Jour	81 € TTC
	<input type="checkbox"/>			18 € / Jour	35 € TTC
	<input type="checkbox"/>			22 € / Jour	43 € TTC
	<input type="checkbox"/>			31 € / Jour	51 € TTC

Dans toutes les formules les indemnités journalières sont versées à compter du 4^{ème} jour d'incapacité temporaire totale de travail et ce jusqu'à la consolidation et au plus pendant 1095 jours.

Je certifie sur l'honneur ne pas être atteint(e) d'une infirmité ou d'un handicap. Au cas contraire prendre contact avec la M.D.S.

Je suis informé(e) que la loi du 6 janvier 1978 « Informatique et Liberté » me donne le droit de demander communication et rectification de toutes informations me concernant qui figurent sur tout fichier de la Ligue ou de la M.D.S. Ce droit d'accès et de rectification peut être exercé à l'adresse de la M.D.S. indiquée ci-dessous.

Fait à _____ le _____

Signature de l'adhérent
(précédée de la mention « lu et approuvé »)

Cachet de la Ligue ou du Club affilié





CONTRAT COLLECTIF DE PRÉVOYANCE COMPLÉMENTAIRE AU BÉNÉFICE DES LICENCIÉS DE LA LIGUE DE FOOTBALL NOUVELLE AQUITAINE MEMBRES DE LA M.D.S.

NOTICE D'INFORMATION

En adhérant à SPORTMUT FOOT vous pouvez bénéficier de garanties complémentaires en cas d'incapacité temporaire totale de travail, d'invalidité permanente totale ou partielle ou de décès résultant d'un accident survenu pendant la pratique du football :

UN CAPITAL EN CAS D'INVALIDITÉ PERMANENTE TOTALE OU PARTIELLE :

Le capital que vous choisissez est le capital maximal versé en cas d'invalidité égale à 100%. Ce capital est réduit lorsque le taux d'invalidité est inférieur à 100% conformément au barème M.D.S. figurant à l'annexe du contrat collectif souscrit par la Ligue de Football. Aucun capital n'est versé pour un taux d'invalidité inférieur ou égal à 5%.

DES INDEMNITÉS JOURNALIÈRES EN CAS D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE TOTALE :

Garantie ne pouvant être souscrite que si vous exercez une activité professionnelle rémunérée régulière.

Les indemnités vous sont versées mensuellement à terme échu, dans la limite de la perte de revenus réelle et du montant de garantie souscrit (sous déduction des indemnités versées par le(s) régime(s) de prévoyance et de celles attribuées au titre de la loi sur la mensualisation et de la convention collective applicable), après une période ininterrompue d'arrêt total de travail appelée période de franchise. La période de franchise n'est pas indemnisée. La durée d'indemnisation est de 1095 jours, la franchise est de 3 jours.

L'indemnité journalière cesse d'être versée à la date de consolidation de votre état de santé.

Vous ne pouvez choisir un montant de garantie qui vous ferait bénéficier en arrêt de travail de ressources supérieures à celles dont vous disposez en période d'activité. Un justificatif de revenus est exigé.

UN CAPITAL DÉCÈS : qui sera versé au bénéficiaire désigné.

FORMULE ENFANT

- Seule la formule marquée d'un astérisque (*) dans le tableau figurant au recto peut être souscrite pour les mineurs de moins de 12 ans.
- Pour les mineurs âgés de 12 à 18 ans, le bulletin devra être revêtu de la signature de ceux-ci, et de celle des parents ou des représentants légaux.

FORMULE + 65 ANS :

Seule la formule marquée de deux astérisques (**) dans le tableau figurant au recto peut être souscrite par les personnes âgées de plus de 65 ans et moins de 75 ans.

MODALITÉS D'ADHÉSION

Des formules de garanties pré-tarifées vous sont proposées, comme indiqué au recto. Si l'une de ces formules vous convient, vous pouvez remplir la demande d'adhésion et l'adresser à la MDS accompagnée de votre règlement (*). A réception il vous sera adressé un certificat d'adhésion accompagné des conditions générales du contrat SPORTMUT FOOT. Vous disposerez alors d'un délai de 30 jours pendant lequel vous pourrez renoncer à votre adhésion. Passé ce délai votre adhésion deviendra définitive. Si ces formules ne sont pas adaptées à vos souhaits, vous pouvez en choisir d'autres : il vous suffit de nous contacter.

(*) Les garanties prennent effet le lendemain de l'envoi à MDS de la demande d'adhésion accompagnée du règlement de l'option choisie.



GROUPE MDS
Mutuelle des Sportifs

2/4, rue Louis David - 75782 Paris Cedex 16 - Tél. : 01 53 04 86 86

Mutuelle régie par le code de la Mutualité et soumise aux dispositions de l'article 17 du Code de la Mutualité. Mutuelle immatriculée au répertoire SIREN sous le numéro SIREN n° 422 801 912

2) ASSISTANCE RAPATRIEMENT

(garanties souscrites auprès de Mutuaide Assistance – Accord collectif MDS n° 980 A 26)

ASSISTANCE RAPATRIEMENT (*)	DESCRIPTION DES GARANTIES	OBSERVATIONS
<p>RAPATRIEMENT MEDICAL EN CAS D'ACCIDENT OU DE MALADIE GRAVES (*)</p> <p>Garantie des frais médicaux et d'hospitalisation en cas de maladie ou d'accident grave survenant à l'étranger</p> <p>Visite d'un proche</p> <p>Retour anticipé</p> <p>Rapatriment de corps</p> <p>Frais de recherche et/ou de secours en mer, lac et rivière, sur terre, en montagne, ...</p> <p>(*) MONDE ENTIER - téléphone 01.45.16.65.70 - fax 01.45.16.63.92 - mail medical@mutuaide.fr</p>	<p>Prise en charge du transport de la victime jusqu'à son domicile ou jusqu'à l'hôpital le plus proche de son domicile par le moyen le plus approprié.</p> <p>Remboursement de la partie des frais médicaux non pris en charge par les organismes sociaux ou de prévoyance complémentaire à concurrence de :</p> <p>5 335,72 €</p> <p>Si hospitalisation supérieure à 10 jours, prise en charge d'un aller/retour (frais de déplacement uniquement) pour un proche.</p> <p>Prise en charge du retour prématuré de l'assuré en cas de décès de son conjoint, concubin ou d'un ascendant ou descendant au premier degré.</p> <p>En cas de décès de l'assuré, prise en charge du transport du rapatriement du corps jusqu'au lieu d'inhumation en France métropolitaine.</p> <p>Remboursement des frais de recherche et/ou de secours non pris en charge par les organismes publics de secours A concurrence de 30.000 €</p>	<p>Seules les exigences d'ordre médical sont prises en considération pour arrêter le choix du moyen de transport et du lieu d'hospitalisation.</p> <p>Exclusions particulières : - frais médicaux en France, - prothèses & appareillages, - cures thermales, rééducations.</p> <p>Franchise : 15,24 € par dossier</p> <p>Pas de durée d'hospitalisation minimale pour un enfant mineur</p> <p>Uniquement si l'assuré est à l'étranger</p> <p>Frais de cercueil à concurrence de 457,35 €</p> <p>Exclusions du saut à l'élastique et de la pratique professionnelle de toutes activités sportives</p>

3) RESPONSABILITE CIVILE (*)

(*) Extrait des assurances souscrites via MDS Conseil auprès de la MAIF - Contrat n° 4389291J

1 / PERSONNES PHYSIQUES

A. ASSURES :

- Les licenciés à titre amateur de la Ligue,
- Les joueurs de moins de 6 ans alors même qu'ils n'ont pas encore leur licence ou qui ne sont pas licenciés,
- Les joueurs licenciés (ou non) en provenance (ou non) d'une autre Ligue : à l'essai, en cours de mutation (notamment pour des raisons professionnelles),
- Les pratiquants occasionnels non licenciés invités ou visiteurs,
- Les participants à une manifestation de promotion du football,
- Les parents ou personnes civilement responsables du fait de licenciés mineurs,

Et d'une façon générale, toutes les personnes dont l'assuré est responsable en droit ou en fait. Les assurés seront tiers entre eux.

2 / PERSONNES MORALES

A. ASSURES :

- La Ligue de Football,
- Les Districts affiliés à la Ligue,
- Les clubs, associations, organismes et groupements affiliés à la Ligue (y compris les clubs qui viendraient à être créés après la signature du contrat).

B. B.1. ACTIVITES SPORTIVES :

- Les activités sportives relatives au football ainsi qu'au futsal et plus généralement au football diversifié (lors de compétitions, matchs officiels ou amicaux, de sélection ou de présélection, matchs de football se déroulant dans le cadre de la Coupe de France ou de matchs de propagande avec des joueurs ou des équipes professionnels, de stages, d'entraînements, de manifestations de promotion du football...) ainsi que toutes activités annexes ou connexes (telles que réunions préparatoires, travaux effectués bénévolement pour la préparation ou la mise en état des sites, l'entretien des matériels ou équipements).
- Les activités physiques et sportives nécessaires à l'entraînement et à la préparation physique des licenciés,
- L'organisation de l'enseignement du football,
- Les activités des licenciés non pratiquants, notamment des dirigeants, en rapport avec l'objet de la Ligue,
- Les déplacements nécessités par un match de football, une réunion sportive ou une séance d'entraînement, y compris en ce qui concerne les sections Foot-Etude lors du trajet de l'établissement scolaire au lieu d'entraînement,
- Les activités de la Ligue en sa qualité de Centre Interrégional de Formation,

dès lors que ces activités sont organisées par la Ligue ou ses Districts, Clubs, Associations, organismes ou groupements affiliés agissant dans le cadre de la Ligue et qu'elles se déroulent dans les lieux d'installations sportives appartenant ou mis à disposition de, ou agréées par la Ligue ou ses Districts, Clubs, Associations, organismes ou groupements affiliés.

B.2. ACTIVITES EXTRA SPORTIVES :

Organisation par la Ligue ou ses Districts, Clubs, Associations, organismes ou groupements affiliés des manifestations festives à caractère privé telles que fêtes, bals, kermesses, repas, sorties,
(à l'exclusion des conséquences de l'utilisation de véhicule terrestre à moteur, des manifestations organisées à des fins commerciales, des manifestations organisées au profit d'une autre association ou de toute personne morale ou physique SAUF dans le cadre du TELETHON ou autres actions humanitaires).

C. NATURE DES GARANTIES RESPONSABILITE CIVILE :

Sont notamment couvertes les conséquences des événements ci-après :

➤ **Occupation temporaire de locaux**

Incendie, explosion, action de l'eau ou autre événement ayant pris naissance dans les locaux avec leurs installations ou équipements mis temporairement à la disposition des assurés pour les besoins de leurs activités dans les conditions suivantes :

- pour une durée maximum de 30 jours consécutifs avec ou sans contrat de location,
- dans le cadre d'une convention de mise à disposition par créneaux horaires.

Par extension sont garantis les déprédations immobilières, ainsi que le vol ou la tentative de vol par effraction ou violence d'installations ou équipements objet de la mise à disposition.

➤ **Dommages causés aux biens confiés à l'assuré**

Dommages causés aux biens mobiliers qui ont été confiés, prêtés ou loués aux assurés pour une durée maximum de 30 jours consécutifs par année d'assurance pour les besoins des activités garanties.

Par extension est garanti le vol ou une tentative de vol par effraction ou violence.

➤ **Intoxications alimentaires**

➤ **Atteintes à l'environnement accidentelles**

➤ **Responsabilité Civile vol vestiaire (*)**

Responsabilité encourue par la Ligue, ses districts, clubs, associations, organismes et groupements affiliés, personnes morales, à raison des vols commis au préjudice des licenciés, dans les vestiaires réservés à leur usage. Cette garantie est accordée pour autant qu'une plainte ait été déposée auprès des autorités compétentes.

➤ **Vol vestiaire (*)**

Dommages résultant du vol des biens des licenciés, déposés dans les vestiaires réservés à leur usage pendant les activités pratiquées. Cette garantie est accordée à défaut de responsabilité de l'assuré et pour autant qu'une plainte ait été déposée auprès des autorités compétentes.

(*) Sont exclus les espèces monnayées (billets de banque, pièces de monnaie ou en métal précieux) chèques et effets de commerce, facturettes de carte de paiement, vignettes auto, titres de transport urbain, titres de restaurant, cartes de paiement, billets de loterie, papiers d'identités, bijoux, véhicules de toutes sortes et téléphones.

➤ **Transport bénévole**

Responsabilité Civile encourue par l'assuré du fait des dommages corporels causés aux membres des groupements affiliés à l'occasion de leur transport bénévole dans des véhicules mis gracieusement à la disposition du groupement sportif.

Cette garantie ne s'applique exclusivement qu'au cours de déplacements nécessités par une réunion sportive (compétition, entraînement et stages sans hébergement), et ce, sur le trajet aller et retour du lieu du rendez-vous ou de rassemblement à celui de la compétition ou de l'entraînement.

Cette garantie n'a pas pour objet de se substituer à l'assurance obligatoire des véhicules à moteur (Loi du 27 février 1958), ni au Fonds de Garantie Automobile.

D. D.1. MONTANT DES GARANTIES (ASSURANCE DES LICENCIES) :

GARANTIES RESPONSABILITE CIVILE	MONTANTS	FRANCHISES
Dommages corporels	20.000.000 € par sinistre	Néant
Dommages matériels et immatériels consécutifs	10.000.000 € par sinistre	Néant

La garantie est toutefois limitée à 20 000 000 € par sinistre tous dommages confondus

D.2. MONTANT DES GARANTIES (ASSURANCE DE LA LIGUE, DE SES DISTRICTS, ASSOCIATIONS, CLUBS ET ORGANISMES AFFILIES) :

GARANTIES	MONTANTS	FRANCHISE
RESPONSABILITE CIVILE GENERALE		
Tous dommages confondus	20.000.000 € par sinistre	Néant
<ul style="list-style-type: none"> dommages corporels et Immatériels consécutifs dont RC médicale 	20.000.000 € par sinistre	Néant
<ul style="list-style-type: none"> dommages Matériels et Immatériels consécutifs 	10.000.000 € par sinistre	Néant
<ul style="list-style-type: none"> dommages Immatériels non consécutifs (y compris RC défaut de conseil et RC administrative) 	2.000.000 € /sinistre/an	Néant
<ul style="list-style-type: none"> responsabilité civile locative (incendie, explosion, dégâts des eaux) 	15.000.000 € par sinistre	Néant
SOUS LIMITATIONS PARTICULIERES		
<ul style="list-style-type: none"> Responsabilité civile liée aux maladies transmissibles, tous dommages confondus 	2.000.000 € /sinistre/an	Néant
<ul style="list-style-type: none"> A l'exception des dommages immatériels non consécutifs 	50.000 € par sinistre	Néant
<ul style="list-style-type: none"> atteintes à l'environnement, 	5.000.000 € par an	Néant
<ul style="list-style-type: none"> intoxication alimentaire 	5.000.000 € par an	Néant
<ul style="list-style-type: none"> dégradations immobilières 	15.000 € par sinistre	Néant
<ul style="list-style-type: none"> dommages aux biens confiés 	50.000 € par sinistre	150 €
<ul style="list-style-type: none"> vol vestiaires 	10.000 € par sinistre	150 €
<ul style="list-style-type: none"> vol par préposés 	50.000 € par sinistre	100 €
<ul style="list-style-type: none"> violation du secret médical 	155.000 € par sinistre	Néant

E. ASSURANCE DEFENSE PENALE & RECOURS :

GARANTIE DEFENSE

➤ Garantie Défense des salariés

Prise en charge des frais de défense des salariés poursuivis dans le cadre de leurs fonctions au sein de la ligue ou ses structures affiliées suite à une maladresse, imprudence, négligence, inattention, méconnaissance ou inobservation des lois et règlements, manque de précaution, abstention fautive.

GARANTIE RECOURS PROTECTION JURIDIQUE :

➤ Objet de la garantie

L'assureur s'engage à exercer toute intervention amiable ou toute action judiciaire en vue d'obtenir réparation des dommages causés, soit à la collectivité assurée, soit à tout bénéficiaire des garanties, dans la mesure où ces dommages engagent la responsabilité d'une personne n'ayant pas elle-même la qualité d'assuré ou de bénéficiaire des garanties au titre du même contrat.

Toutefois lorsque la victime bénéficiaire des garanties est un salarié de la collectivité assurée, la garantie recours-protection juridique lui reste acquise.

La garantie n'est pas acquise aux bénéficiaires quand les dommages engagent la responsabilité de la collectivité souscriptrice.

La connaissance par l'assuré des éléments constituant sa réclamation doit être postérieure à la conclusion de ce contrat.

➤ Libre choix du conseil ou de l'avocat

Lorsqu'il doit être fait appel à un avocat et/ou un conseil, l'assuré a toute liberté pour recourir aux services d'un professionnel de son choix.

Dans l'hypothèse où il ne connaît pas d'avocat, l'assureur peut lui communiquer l'adresse du barreau territorialement compétent pour son affaire.

Il en est de même chaque fois que survient un conflit d'intérêt entre l'assuré et l'assureur.

L'assureur peut également mettre à la disposition de l'assuré les avocats et/ou conseils qu'elle a sélectionnés pour leurs compétences afin de défendre, représenter ou servir ses intérêts.

ASSURANCE DES LICENCIES :

OBJET	LIMITES DE GARANTIE	SEUIL D'INTERVENTION EN RECOURS JUDICIAIRE	FRANCHISE
Frais assurés	- Défense : 300.000€ - Recours : sans limitation de somme	200 EUR	NEANT

Le seuil d'intervention ne s'applique pas aux réclamations amiables présentées par l'assureur au bénéfice de l'assuré

ASSURANCE DE LA LIGUE, DE SES DISTRICTS, ASSOCIATIONS, CLUBS ET ORGANISMES AFFILIES :

OBJET	LIMITES DE GARANTIE	SEUIL D'INTERVENTION EN RECOURS JUDICIAIRE	FRANCHISE
Frais assurés	- Défense de la collectivité : 300.000€ - Défense des salariés : 20.000 € - Recours Protection Juridique : sans limitation de somme	200 EUR	NEANT

Le seuil d'intervention ne s'applique pas aux réclamations amiables présentées par l'assureur au bénéfice de l'assuré

4) PROTECTION JURIDIQUE ETENDUE (*)

(*) Extrait des assurances souscrites auprès de PROTEXIA - Contrat n° 00787672.000

1 / OBJET

- Faire bénéficier **en particulier la personne morale en permanence et au quotidien** :
 - ↯ d'un service de consultations téléphoniques,
 - ↯ d'une assistance juridique amiable,
 - ↯ de la prise en charge de frais liés à une procédure judiciaire.
- à l'occasion de **tout litige lié** :
 - ↯ au fonctionnement « administratif » du groupement,
 - ↯ à ses actes de gestion.

2 / QUI EST ASSURE ?

- La Ligue de Football,
- Les Districts,
- Les Clubs affiliés,
- Les dirigeants statutaires des organismes susvisés.

4 / PRINCIPALES EXCLUSIONS

Pas d'intervention dans les dossiers litigieux déjà engagés ou dans ceux dont l'assuré avait connaissance à la prise d'effet de la garantie.

D'autre part, ne sont pas garantis les litiges :

- **Mettant en cause votre Responsabilité Civile lorsqu'elle est garantie par un contrat d'assurances ou devrait l'être en vertu des dispositions législatives ou réglementaires,**
- **Résultant de faits dolosifs ou intentionnels de votre part, caractérisés par la volonté de provoquer un dommage avec la conscience des conséquences de votre acte, hormis le cas de légitime défense,**
- **Résultant de l'inexécution par vous d'une obligation légale ou contractuelle,**
- **Résultant de la non-fourniture aux administrations dans les délais prescrits, de documents à caractère obligatoire,**
- **Résultant de faits de guerre civile ou étrangère, d'actes de terrorisme ou de sabotage, d'émeute, de rixe ou de mouvements populaires,**
- **Résultant de votre participation à une activité politique ou syndicale et à des conflits collectifs du travail,**
- **Résultant d'événements naturels catastrophiques ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral ou ministériel,**
- **Ayant pour origine l'état d'ivresse susceptible d'être sanctionné pénalement,**
- **Concernant le droit de la propriété intellectuelle ou industrielle en matière de protection des droits d'auteur, dessins, modèles, logiciels, progiciels, marques, brevets, certificats d'utilité, noms, AOC, dénominations sociales,**
- **Relatifs aux droits des personnes (livre 1 du Code Civil), aux régimes matrimoniaux et aux successions,**

- Concernant des travaux de construction soumis à l'obligation d'assurance prévue par la loi du 4 janvier 1978 si vous n'avez pas souscrit à l'assurance Dommages-ouvrage ou n'en êtes pas bénéficiaire, d'une part, ou si le litige apparaît avant réception des travaux, d'autre part,
- Nés d'engagement de caution ou d'acquisition, de détention et de cession de parts sociales ou de valeurs mobilières,
- Relatifs à la conception, l'adaptation et l'exploitation de logiciels et progiciels informatiques,
- De nature douanière,
- De nature fiscale,
- Concernant le recouvrement de vos créances,
- Relevant de votre vie privée,
- Inhérents à la propriété, la garde ou la jouissance d'immeubles utilisés à d'autres fins que l'activité déclarée,
- Liés à des activités faisant appel au public en entraînant la perception d'un droit d'entrée,
- Relatifs aux conflits individuels du travail,
- Naissant entre les adhérents et l'association.

5 / MODALITES DE PRISE EN CHARGE

5.1 / Ce qui est pris en charge (dans la limite des montants garantis au contrat)

- ↻ En phase amiable : les frais et honoraires éventuels des auxiliaires de justice et des experts, s'ils ont été engagés avec l'accord préalable de l'assureur.
- ↻ En phase judiciaire : les frais et honoraires des auxiliaires de justice et les dépens, si les modalités d'application des garanties ont été respectées.

5.2 / Frais et honoraires d'avocat

Si l'assistance d'un avocat (ou toute personne qualifiée par la législation en vigueur) est nécessaire, vous avez la liberté de son choix.
Ses frais et honoraires seront réglés selon les montants prévus au contrat.

5.3 / Plafonds et seuil minimal d'intervention

- Montant de la garantie par litige T.T.C. : 16.000 €
- Plafond expertise judiciaire par litige T.T.C. : 30% du montant de la garantie par litige
(ces montants sont pris en compte dans le calcul du montant de la garantie par litige)
- Seuil minimal d'intervention par litige T.T.C. : 230 €